



ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° TEAQ 2024-464
DU 23 MAI 2024

ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DU STATIONNEMENT RUE DE PARIS (PASSAGE DE LA FIBRE OPTIQUE)

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 10 / 2023 en date du 15 mars 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Julien Harel, Directeur du Département des Mobilités Durables au sein de la Direction Générale Adjointe des Transitions Écologiques au Quotidien,

Vu la demande en date du 22 mai 2024,

Considérant que l'exécution de travaux au 164 rue de Paris pour passage de fibre optique le long du mur du cimetière Vaufleury nécessite la réglementation du stationnement dans ladite voie,

ARRÊTONS

Article 1^{er}

Le JEUDI 06 JUIN 2024, le stationnement est interdit rue de Paris, au droit du n° 164, entre l'entrée du parking du cimetière et la rue de la Senelle.

Article 2

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

Article 3

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le service infrastructure systèmes et réseaux de Laval Agglomération 24 heures avant le début des travaux afin de signaler ces dispositions aux usagers.

Article 4

Le service infrastructure systèmes et réseaux de Laval Agglomération est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.

Article 5

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Article 6

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Île Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7

Madame la Directrice Générale des Services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,
Pour le maire et par délégation,
Le Directeur du Département des
Mobilités Durables,



Julien HAREL



Affiché le : 27 MAI 2024

Exécutoire le : 27 MAI 2024